TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
(Division des services essentiels)

Région : Abitibi-Témiscamingue

Dossier : CM-2019-6452

Dossier accréditation : AM-2001-7397

Montréal, le 5 décembre 2019

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Dominique Benoît

Société de développement de la Baie-James
Employeur

et

Syndicat des travailleuses et travailleurs du Relais routier du KM 381 - CSN
Association accréditée

DÉCISION

ATTENDU qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail (chapitre C-27), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

ATTENDU que l'employeur visé par la présente décision constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code du travail;

ATTENDU que l'association accréditée représente :

« Tous les salariés au sens du Code du travail de l'établissement le Relais Routier du KM 381 à l'exclusion du gérant et de l'assistant-gérant. »

De : **Société de développement de la Baie-James**
462, 3^e Rue, bureau 10
Chibougamau (Québec) G8P 1N7

Établissement visé :

Relais routier km 381 Route de la Baie-James
Case postale 90
Radisson (Québec) J0M 1L0;

ATTENDU qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :

ORDONNE à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

SUSPEND l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

Dominique Benoît

M^{me} Johanne Laplante
Pour l'association accréditée

DB/ÉL/mg